RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INPI
FRANCE

L'INPI a détecté des données personnelles dans ce document.
Un masquage de ces données a été réalisé

2CS

Société Par Actions Simplifiée au capital de 1 000.00 €

Siege social : 4 Résidence le Moulin

76 190 Valliquerville

Statuts modifiés le 25 juillet 2024

STATUTS

Les soussignés :

Monsieur Dominique MARTIN,

Né le [redacted] à [redacted]

Demeurant au [redacted] de nationalité [redacted]

Monsieur Christophe STALIN,

Né le [redacted] à [redacted]

Demeurant au [redacted]
de nationalité [redacted]

Les associés soussignés ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à Responsabilité Limitée.

2CS

Société Par Actions Simplifiée au capital de 1 000.00 €

Siege social : 4 résidence Le Moulin – 76 190 Valliquerville

TITRE I : FORME - OBJET-DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE

Article 1er - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une société par actions simplifiée. Cette société est régie par les présents statuts et les textes en vigueur.

Cette société ne peut pas procéder à une offre au public de titres financiers ou a !'admission aux négociations sur un marché règlementé de ses actions.

Elle peut procéder à des offres dans les conditions définies par les textes en vigueur.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

- La réparation automobile, mécanique générale, entretien de véhicules et carrosserie automobile, la vente de véhicules d'occasion, l'achat et la vente de tous produits en lien avec l'activité, ainsi que toutes activités annexes et connexes à l'objet social

La société peut recourir en tous lieux a taus actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, des lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

"2CS"

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales" S.A.S. " et de !'indication du lieu du siège social et du montant du capital social ainsi que du numéro d'identification SIREN suivi de la mention RCS de ROUEN.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixe au : 4 Résidence Le Moulin – 76 190 Valliquerville (FRANCE).

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision du président et partout ailleurs en vertu d'une décision collective des associes prise aux conditions de majorité des décisions extraordinaires.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er avril et se termine le 31 mars de chaque année. Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 mars 2022.

TITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 7 – APPORTS

Montant et modalités des apports

Lors de la constitution, il n'a été procédé qu'a des apports en numéraire.

Les soussignes apportent à la société, savoir :

- Monsieur Christophe STALIN,

La somme de huit cents euros..... 800 €

- Monsieur Corentin STALIN

La somme de deux cents euros ..... 200 €

Montant total des apports en numéraire :

Mille euros 1 000.00 €

Ladite somme correspond à la souscription de cent (100.00) actions de dix euros chacune, intégralement libérées, ainsi que l’atteste le certificat du dépositaire établi, en date du 4 mai 2021 pour le compte de la société en formation

Par suite des conventions suivantes :

- *Convention du 16/07/2024 entre Monsieur STALIN Christophe et Monsieur MARTIN Dominique*
- *Convention du 16/07/2024 entre Monsieur STALIN Corentin et Monsieur MARTIN Dominique*

La répartition du capital social de la société est la suivante :
Monsieur MARTIN Dominique à 70 %
Monsieur STALIN Christophe à 30 %

Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixe à la somme de mille (1 000) euros.

Il est divisé en cent (100) actions de dix (10) euros chacune, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et reparties entre les associes en proportion de leurs droits.

Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

I - Augmentation de capital

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires, d'actions de préférence, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

L'augmentation de capital par majoration du montant des actions nécessite le consentement unanime des associes sauf si elle est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Les émissions d'actions de préférence requièrent une décision spéciale de la collectivité des associés aux conditions prévues pour les décisions extraordinaires ; si ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs associes nommément désigne, la procédure relative aux avantages particuliers doit être suivie conformément à l'article L.228-15 du Code de commerce et le bénéficiaire de l'émission ne peut prendre part au vote. L'assemblée qui créée des actions de préférence en définit les droits y attaches.

Les actions nouvelles sont émises au pair ou avec prime

L'émission d'actions par voie d'augmentation de capital aura lieu dans les conditions prévues par les

Articles L. 225-129 a L. 225-129-6 du Code de commerce compatibles avec les modalités de prise de décisions propres aux SAS et qui sont retenues par les présents statuts. A cet égard, il est précisé que la collectivité des associés prendra

les décisions dans les conditions prévues sans être tenus de réunir une assemblée générale extraordinaire prévue par les textes du Code de commerce.

Les rapports imposes par les textes seront établis par le président ou le directeur général ou les organes titulaires de la délégation de compétence et par les commissaires aux comptes.

Si la collectivité des associés décide de déléguer soit sa compétence pour décider l'augmentation de capital, soit les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser cette délégation qui interviendra dans les limites prévues par les textes aura lieu au profit du Président

II peut être décidé de limiter une augmentation de capital à souscrire en numéraire au montant des souscriptions reçues, dans les conditions prévues par le Code de commerce.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire le capital ancien doit, au préalable être intégralement libéré et un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Toutefois, les associes peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la décision collective peut au vu du rapport du président ou de l'autorité habilitée et celui du commissaire aux comptes supprimer ce droit préférentiel en respectant les conditions légales; ii en est de même lorsque l'augmentation de capital est réservée à une ou plusieurs personnes nommément désignées par la décision collective dans ce cas les ben6ficiaires de !'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel à leur profit ne peuvent s'ils sont déjà associes prendre part au vote Ce droit préférentiel est cessible dans les mêmes conditions que l'action. Lorsque les actions sont grevés d'un usufruit, le droit préférentiel de souscription appartient au nu-propriétaire dans les conditions prévues l'article L. 225-140 du Code de commerce.

Lors de toute augmentation de capital en numéraire, sauf si elle résulte d'une émission préalable de valeurs mobilières donnant accès au capital, la collectivité des associés doit se prononcer sur un projet de résolution spécifique tendant à réaliser une augmentation de capital en faveur des salaries conformément a l'article L.22S-129-6 du Code de commerce.

Lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la décision collective statue aux conditions de majorité des décisions ordinaires.

En cas d'apport en nature ou de stipulations d'avantages particuliers, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés conformément aux dispositions de I ‘article L.225-147 du Code de commerce. Les associes apporteurs ne prennent pas part au vote sur l'évaluation des apports en nature

II - Reduction de capital

Le capital social peut être réduit par une décision collective prise aux conditions des décisions extraordinaires et à celles prévues par le Code de commerce ; les associes peuvent déléguer tout pouvoir au Président

La réduction de capital a un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci a un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en une autre forme.

La réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associes sauf accord unanime de tous les associes. En cas de réduction de capital non motivée par des pertes, les opérations de capital ne peuvent commencer avant l'expiration du délai d'opposition des créanciers ni le cas échéant, avant qu'il ait été statué en première instance sur cette opposition.

Le capital peut être amorti conformément aux dispositions du Code de commerce.

TITRE III - ACTIONS

Article 10 - FORME ET PROPRIETE DES ACTIONS

1. Forme des actions

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative ; elles donnent lieu a une inscription en compte de leur j:)roprietaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires dans les comptes tenus a cet effet par la société.

A la demande d'un associe, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

2. Indivision - Usufruit - Nue-propriété

Toute action est indivisible a l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée a la société dans le mois de la survenance de l'indivision. En cas de désaccord, le mandataire est désigné a la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en réfère.

Le droit de vote attache a !'action appartient au nu propriétaire, sauf pour les décisions relatives à L'approbation des comptes et J'affectation des résultats ou il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 11- DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives régulièrement adoptées par les associes.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur au nombre requis devront faire leur affaire personnelle du regroupement, de l'achat ou de la vente des actions ou des droits nécessaires.

A11icle 12 - FORME DES CESSIONS OU TRANSMISSIONS D'ACTIONS

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées a l'égard de la société et des tiers par un virement de compte à compte. Ce transfert est effectué dès la production d'un ordre de mouvement signe du cédant ou de son mandataire dument mandate par non-procuration spécifique. Cet ordre de mouvement est enregistré sur un registre tenu a cet effet au siège social. Le transfert de propriété et la propriété des actions résulteront de l'inscription de celles-ci au compte de l'acheteur a la date fixée d'un commun accord dans l'ordre de mouvement. La société est tenue de procéder à cette transcription le premier jour ouvré suivant la notification par Lettre recommandée avec demande d'avis de réception de l'ordre de mouvement, des lors que celui-ci est complet.

La transmission d'actions a titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur les registres de la société, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Tous les frais résultants du transfert sont à la charge des cessionnaires.

Les actions ne sont négociables, sous réserve des articles qui suivent ct sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, qu'après immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés ou inscription de la mention modificative a la suite d'une augmentation de capital.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert

Article 13 - DROIT DE PREEMPTION

Toutes les cessions d'actions, même entre associes, sont soumises au respect du droit de préemption bénéficiant aux associes dans les conditions ci-après.

L'associe cédant notifie au président de la société et à chacun des associes, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession indiquant l'identité de l'acquéreur, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Cette notification vaut offre ferme de cession au prix et conditions indiques, au profit de taus les associes. Chaque associe bénéficie d'un droit de préemption au prorata de sa participation dans le capital.

La réception de cette notification fait courir un délai de trois (3) mois, a !'expiration duquel, si le droit de préemption n'a pas été exercé par les associes sur la totalité des actions concernées, l'associe cédant pourra réaliser ladite cession, sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après, aux mêmes prix, termes et conditions que ceux contenus dans sa notification initiale.

Chaque associe dispose alors d'un délai de deux (2) mois a compter de la réception de ce projet de cession, pour exercer son droit de préemption par notification au président, par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Au cas où l'un ou plusieurs des associes n'exerceraient pas leur droit de préemption en proportion de leur· quote-part dans le capital, le président ou le directeur général en informe sans délai les associes qui ont exercé leur droit de préemption au prorata de leurs droits en leur indiquant le nombre d'actions non préemptées. Chacun de ces associes bénéficie alors d'un droit de préemption sur ces actions au prorata de sa participation dans le capital après exercice du droit de préemption initial ; pour exercer ce droit supplémentaire les associes concernés disposent d'un délai de 15 jours a compter de !'information qui leur a été faite par le président ou le directeur général ; a défaut de réponse ce délai vaut renonciation.

A l’expiration dudit délai de deux (2) mois prévu pour la notification du souhait de préemption par les Associes, mais avant celle du délai de trois (3) mois de la réception du projet de cession, le président notifie a l'associe cédant, par lettre recommandée avec accusé de réception, le résultat de la procédure de préemption.

Lorsque le nombre total des actions que les associes ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont reparties par décision du président entre les associes qui ont exercé leur droit de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leur demande, avec répartition des restes a la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

Lorsque le nombre total des actions que les associes ont déclaré vouloir acquérir est inférieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, le droit de préemption est

réputé n'avoir jamais été exercé et l'associe cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire initialement prévu et dans les conditions mentionnées dans sa notification, sous réserve de la procédure d'agrément prévue ci-après.

En cas d'exercice du droit de préemption sur la totalité des actions objet de la cession, le cédant doit dans le délai de 8 jours, à compter de l'information qui lui aura faite par le président, adresser à la société

Les ordres de mouvement relatifs aux actions. L'inscription en compte de l'acheteur sur les registres de la société sera effectuée à réception desdits ordres de mouvement.

Article 14 -AGREMENT

Les cessions d'actions, a titre onéreux ou gratuit, sont libres entre associes. Toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associes, statuant à la majorité de la moitie.

A cet effet, la demande d'agrément est notifiée par le cédant au président de la société par lettre 1·ecommandee avec accuse de réception, en indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité complète de l'acquéreur et, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de ses

Dirigeants et la répartition de son capital social. Le président transmet cette demande d'agrément aux associes e.t met en place la procédure de consultation des associes.

Le président dispose d'un délai d'un (1) mois pour faire connaitre au cédant la décision de la collectivité des associes, par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de réponse dans le délai précité, l'agrément est réputé acquis et 1'associe peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées.

La décision d'agrément OU de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associe peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. La réalisation du transfert des actions au cessionnaire agrée doit intervenir au plus tard dans un délai de soixante (60) jours de la notification de l'agrément. Passe ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire propose, la société est tenue, dans un délai de trois (3) mois

de la notification du refus, d'acquérir ou de faire acquérir· les actions de l'associe cédant, soit par des associes, soit par un ou plusieurs tiers agrées suivant la procédure ci-dessus, à moins que le cédant, dans les quinze jours de ce refus, ne notifie à la société le retrait de sa demande.

En cas de rachat des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois de ce rachat, de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction du capital social.

Le prix de rachat des actions par un ou plusieurs tiers agrées, associes ou par la société, est fixe d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, il sera déterminé par voie d'expertise, conformément aux dispositions de !'article 1843-4 du Code civil. Au vu du rapport d'expertise, chacune des parties peut se désister à condition de le faire connaitre à l'autre dans les 15 jours du dépôt du rapport de l'expert désigne.

Si a l'expiration du délai prévu ci-avant, l'achat des actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur ait renonce entre temps a son projet de cession.

La présente clause ne peut être modifiée OU supprimée qu'a l'unanimité de tous les associes.

Les dispositions limitant la libre transmission des actions ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un seul associe.

Article 15 - TRANSMISSION PAR DECES OU PAR SUITE DE DISSOLUTION DE COMMUNAUTE ENTRE [redacted]

Les transmissions par décès ou par suite de dissolution du régime matrimonial d'époux doivent être agréées dans les conditions prévues pout l'agrément d'un tiers étranger à la société.

Article 16-NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions réalisées en violation des précédents articles sont nulles.

TITRE IV - ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE

Article 17 - PRESIDENCE DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, associe de la société.

Le président est nommé sans limitation de durée aux termes des présents statuts, puis par décision collective des associes qui fixe la durée de ses fonctions. Le président sortant est rééligible.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de celle-ci sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu1ils dirigent.

Le président représente la société dans ses rapports avec les tiers. A ce titre, ii est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait J'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Au sein de la société il exerce tous les pouvoirs de direction, d'administration ou de gestion à l'exception de ceux réservés expressément par la loi OU par les présents statuts a la collectivité des associes.

La rémunération du président' est fixée par décision collective des associes. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.il pourra prétendre, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation des justificatifs.

Le président peut, sous sa responsabilité, consentir des délégations de pouvoir pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Le président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associes ; prise à la majorité des voix des associes ayant le droit de vote.

Cependant, le président est révoqué de plein droit s'il vient à se trouver clans l'un des cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire du président personne morale,

- interdiction légale de gérer, diriger ou administrer une entreprise ou une personne morale,

- faillite ou incapacité personnelle d'une personne physique.

Le président peut librement démissionner de ses fonctions sous réserve de respecter un préavis de 3 mois, le président doit dans ce cas consulter les associes à l'effet de pourvoir à son remplacement. En présence d'un ou plusieurs directeurs généraux, ceux-ci peuvent en cas de carence du président consulter les associes sur cet ordre du jour.

Article 18 - DIRECTEURS GENERAUX

Sur la proposition du président et afin de)'assister, les associes peuvent nommer une ou plusieurs personnes, physiques ou morales, associes ou non, portant le titre de directeur général ou de directeur général délègue.

La durée des fonctions du directeur général est fixée dans la décision de nomination, sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du président.

Toutefois, en cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général demeure en fonctions, sauf décision contraire des associes, jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général peut être révoqué à tout moment par décision du président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le directeur général dispose dans l'ordre interne des mêmes pouvoirs de direction que le Président. A l'égard des tiers, il a les mêmes pouvoirs de direction et de représentation que ceux du président en application de l'article L.227 6 du Code de commerce ; si nécessaire il justifiera de l'étendue de ses pouvoirs par la production d'une copie certifiée conforme par le président des présents statuts et d'une copie également certifiée conforme par le président du procès-verbal de la décision de sa nomination et d'un extrait K bis.

La rémunération du directeur général est fixée par la collectivité des associes. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle. Il aura droit également au remboursement, sur Justificatifs, des frais engagés par lui dans l'intérêt de la société.

En outre, le directeur général peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société.

Article 19 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention intervenante, directement ou par personne interposée entre la Société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associes disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associe, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes, s'il en existe, dans le mois de sa conclusion.

Le président ou l'intéresse doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes.

Le(s) Commissaire(s) aux comptes, ou s'il n'en a pas été désigné, le président de la SAS, présente aux associes un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

Les associes statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice ; I 'associé intéressé est prive du droit de vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Sauf l'exception prévue par la loi pour les conventions non significatives, les conventions portant sur les opérations courantes conclues ont des conditions normales été communiquées au Commissaire aux

Comptes s'il en a été désigné. Dans ce dernier il appartient au président de la SAS de recenser ces conventions et d'en établir la liste.

Tout associe a le droit d'en obtenir la communication.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent au President et aux dirigeants de la Société.

TITREV - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 20 - COMPETENCE

La collectivité des associes est seule compétente pour prendre les décisions en matière de :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital social,
- fusion, scission, apport partiel d'actif,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution et de prorogation,
- nomination d'un liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation,
- nomination de commissaires aux comptes,
- nomination, rémunération, révocation du président,
- nomination d'un directeur général,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions conclues entre la société et ses dirigeants,
- modifications statutaires, a l'exception du transfert du siège social,

ainsi que toutes les décisions ne relevant pas de la compétence du président aux termes des présents statuts.

Article 21- REGLES DE MAJORITE

Pour tous les domaines d'intervention prévus à l'article précèdent, les décisions des associes sont prises dans les conditions suivantes :

Les décisions collectives sont prises A la majorité de la moitié des voix des associes, présents et représentes ; les associes absents ou décidant expressément de ne pas voter ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Le droit de vote attache aux actions de capital est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Le droit de vote attache aux actions en industrie est proportionnel au nombre d'actions attribuées.

Chaque action de capital ou en industrie donne droit à une voix.

Tout titulaire d'actions nominatives, quelles qu'en soit le nombre, libérées des versements exigibles et qui sont inscrites son nom dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société au troisième jour ouvre avant l'assemblée à zéro heure peuvent participer ou se faire représenter a toute décision collective

Quelle qu'en soit la forme sur simple justification de son identité.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives ci-après énumérées doivent être adoptées à l'unanimité des associes disposant du droit de vote :

- toute décision ayant pour effet d'augmenter les engagements des associes,
- le changement de nationalité de la société,
- les dispositions statutaires restreignant la liberté de transmission des actions : le droit de préemption, l'agrément des cessions ou transmissions de titres,

Tout associe en capital ou en industrie a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de !'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Tout titulaire d'actions nominatives, quelles qu'en soit le nombre, libérées des versements exigibles et qui sont inscrites à son nom dans les comptes de titres nom inactifs tenus par la société au troisième jour ouvré avant l'assemblée à zéro heure peuvent participer OU se faire représenter a toute décision collective quelle qu'en soit la forme sur simple justification de son identité.

Article 22 - FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

Au choix du président, les décisions collectives sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance dans la mesure où l'auteur de la convocation s'est assure que le moyen retenu permet l'identification des associes participant et la retransmission continue et simultané des délibérations ; les votes et signatures électroniques consiste en !'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec le document auquel elle s'attache.

Elles peuvent également s'exprimer clans un acte signe par taus les associes ou par consultation écrite.

Toutefois, la réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associes représentant plus de dix pour cent du capital social, si aucune réunion de l'assemblée des associes n'est intervenue depuis plus d'un an.

1. Assemblées

L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigne en justice en cas de carence du président.

Le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, peut en cas de carence de l'organe désigne ci- avant et après une mise en demeure de celui-ci demeure sans effet convoquer lui-même les associes.

Dans le cas où la tenue d'une assemblée est demandée par un ou plusieurs associés, elle peut être convoquée par l'associe ou l'un des associes demandeurs.

Pendant la période de liquidation de la société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou a ('initiative du liquidateur.

Dans tous les cas, l'auteur de la convocation fixe l'ordre du jour. L'assemblée ne délibère que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Néanmoins elle peut en toutes circonstances et sans préavis

révoquer le président, sous réserve du droit pour l'intéressé de présenter sa défense.

Les associes se réunissent en assemblée au siège social ou en tout autre lieu mentionne dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour propose et est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associes.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le président de la société, ou en son absence, par un associe désigne par l'assemblée. Un secrétaire est désigné parmi les associes présents.

En cas de convocation par le commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un liquidateur, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée.

Les associes peuvent se faire représenter par un autre associe ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnes par tout moyen écrit, notamment par télécopie.

Le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, est invite à participer à toute décision collective en même temps et dans la même forme que les associes.

2. Consultations par correspondance

En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées, ainsi que taus les documents nécessaires à l'information des associes, sont adresses à chacun d'eux, par taus moyens.

Les associes disposent d'un délai minimum de (15) jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote, par taus moyens. Tout associe n'ayant pas répondu dans ledit délai est considère comme s'étant abstenu.

3. Procès-verbaux

Les procès- verbaux des décisions collectives prises en assemblée ou par correspondance sont établis sur un registre spécial et signes par le président et le secrétaire associe. Les copies ou extraits de procès-verbaux sont certifies par le président.

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatés par un procès-verbal indiquant la date et le lieu de réunion, le nom, prénom et qualité du président de séance, l'identité des associes présents et représentes, les documents et informations communiques prealable1nent aux associes, un résumé des débats ainsi que les résolutions adoptées par les associes.

Les consultations écrites sont mentionnées dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel sont portées les réponses des associes.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associes exprime dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiques préalablement aux associes. Il doit être signe par tous les associes et retranscrit sur le registre spécial des décisions collectives.

Article 23 - INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associes doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et éléments d'information permettant aux associes de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises, en application de la loi, sur le ou les rapports du président et/ou des commissaires aux comptes, ce ou ces rapports

doivent être communiques aux associes dix (I0) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision s’associe.

Les associes peuvent à toute époque consulter au siège social, pour les trois derniers exercices, les registres sociaux, l'inventaire et les comptes annuels, le tableau des résultats des cinq derniers exercices, les comptes consolides, le cas échéant les rapports de gestion du président et ceux des commissaires au compte, la consultation emportant le droit de prendre copie, a l'exception de l'inventaire.

Article 24 - ASSOCIE UNIQUE

Si la société vient à ne comporter qu'un associe unique, ce dernier exercera les pouvoirs dévolus par les présents statuts à la collectivité des associés,

L'associe unique personne physique président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la société. Déposer au registre du commerce et des sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice l'inventaire et les comptes annuels dument signes,

il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

TITRE VI - CONTROLE

Article 25 - COMMJSSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des associés désigne, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision collective statuant sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement OU de refus de ceux-ci, sont désignés pour une même durée par les associés.

Article 26 - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE

Les délègues du comité d'entreprise exercent les droits ; définis aux. Articles L.2323-62 a L.2323-67 du Code du travail auprès du président.

Lorsque les délègues ont demandé à assister aux assemblées générales et si cette forme de consultation n'est pas retenue, le président informera les délègues du mode de consultation devant intervenir (décision dans un acte, consultation écrite) pour les décisions à prendre dont il précisera l'objet. A cette fin, il devra fournir aux délègues une information suffisante et leur laissera un délai suffisant pour qu'ils puissent formuler s'il y a lieu, auprès de lui, un avis qui sera communique aux associes.

TITRE VII - COMPTES ANNUELS - BENKFICES - RESERVES

Article 27 - COMPTES ANNUELS - RAPPORT DE GESTION

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoule.

Ces comptes et le rapport de gestion sont communiqués aux commissaires aux comptes et éventuellement au comité d'entreprise dans les conditions légales.

Toutefois, la loi dispense la société de l'obligation d'établir un rapport de gestion si elle répond à la définition des petites entreprises selon l'article L 232-1, IV modifie du Code de commerce.

Sont des petites entreprises, les sociétés qui ne dépassent pas, à la clôture de l'exercice, deux des trois seuils définis aux articles L. 123-16 et D. 123-200 2° du Code de commerce.

Si deux des seuils sont atteints, un rapport de gestion devra être établi par le président.

Dans les six 1nois de la clôture de l'exercice, la collectivité des associes doit statuer sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion et des rapports des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolides sont établis, ils sont présentes avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport des commissaires aux comptes pour l'intonation des associes.

Article 28 - AFFECTATION DU BENEFICE - RESERVES

Le compte de résultat qui recapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaitre par différences, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

La collectivité des associes se prononce sur !'affectation du résultat.

Sur le bénéfice de I 'exercice, diminue le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent aux mains pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmente du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable, qui est à la disposition de la collectivité des associes pour être reparti aux actions à titre de dividende, affecte à la dotation de tous fonds de réservés facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou reporte à nouveau.

En outre, la collectivité des associes peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les pastes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixes par la décision collective des associes ou à défaut, par le président. La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associes lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inferieurs au montant du capital augmente des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

TITRE VIII - DISSOLUTION-LIQUIDATION -CONTESTATIONS

Article 29 - DISSOLUTION

1. Arrivée du terme statutaire

Un an aux mains avant la date d'expiration de la durée de la société, le président doit provoquer une décision collective des associes à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non. Faute pour le président d'avoir provoqué cette décision, tout associe, après mise en demeure demeurée infructueuse, peut demander au président du tribunal de commerce la désignation d'un mandataire de justice charge de la convocation.

2. Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut à tout moment être prononcée par la collectivité des associés.

3. Capitaux propres inferieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inferieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent

L'approbation des comptes ayant fait apparaitre ces pertes, de consulter la collectivité des associés a l'effet de statuer sur la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la perte a été constatée, de réduire son capital d'un montant au moins égal À celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce d6lai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitues à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

A défaut de décision collective régulière, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. II en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

La décision collective des associes est, dans tous les cas, publiée conformément à la règlementation en vigueur.

Article 30 - LIQUIDATION

La décision collective des associes règle le mode de liquidation et nomme-le ou les liquidateurs dont elle détermine les fonctions et la rémunération.

Cette nomination met fin aux fonctions des commissaires aux comptes.

Sous réserve des restrictions légales, les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même a l'amiable, tout l'actif de la société et d'éteindre son passif. Ils peuvent, en vertu d'une décision

Collective des associes, faire l'apport ou consentir la cession de la totalité des biens, droits et obligations de la société dissoute.

La collectivité des associes conserve durant la phase de liquidation les mêmes attributions que pendant le cours de la société, elle approuve les comptes de liquidation.

Le produit net de la liquidation, après le règlement du passif, est employé à rembourser le capital libre et non amorti des actions ; le surplus est reparti entre les associes.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main et que l'associe unique n'est pas une personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraine la transmission universelle du patrimoine social a l'associe unique, sans qu'il y ait lieu a liquidation, clans les conditions prévues à l 'article 1844-5 du Code civil.

Article 31 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associes et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

TITRE IX - NOMINATIONS DU PREMIER PRESIDENT ENGAGEMENTS - FORMALITES CONSTITUTIVES

Article 32 - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT

Le premier président de la société nomme sans limitation de durée est :

- Monsieur Dominique MARTIN,

Né le [redacted] à [redacted] de nationalité [redacted] Demeurant [redacted]

Article 33 - FORMALITES CONSTITUTIVES - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

La présente société ne sera définitivement constituée qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par ta loi. Elle acquerra la jouissance de la personnalité morale à compter de son

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés. La publication de la société sera effectuée :

- par insertion, dans un journal d'annonces légales du département du siège social, de l'avis de constitution ;

- par le dépôt, en double exemplaire, au greffe du tribunal de commerce, des pièces prévues par la loi ;

- et par J'immatriculation au registre du commerce et des sociétés du lieu du siège social.

Tous pouvoirs sont donnes à cet effet au porteur d'un originale d'une copie ou d'un extrait des présents statuts, comme de toutes autres pièces qui pourraient être déposées.

Article 34 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent conjointement et solidairement aux soussignes, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de dividendes et au plus tard dans un délai de cinq ans.

Fait à [redacted]

L'an deux mille vingt quatre, le 27 juillet.

En autant d'originaux que nécessaire dont un exemplaire pour le dépôt au greffe du Tribunal de commerce.

- Monsieur Christophe STALIN

[redacted]

- Monsieur Dominique MARTIN

[redacted]